

d'aide que ceux qui ont fait leur temps, si je puis dire, dans la population active, qui sont maintenant retraités et qui sont pratiquement désarmés devant les attaques de l'inflation.

J'ai été heureux de constater, comme tous les députés, que le budget est expansionniste. Il témoigne d'une grande confiance du gouvernement dans le secteur privé. Au cours de ces dernières années, le pays a été aux prises avec le chômage. Ce problème est sans aucun doute grave et le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour essayer de le contourner et de le résoudre. Je pense qu'on se rend maintenant compte que le gouvernement est plus ou moins au bout du rouleau dans ce domaine. On admet qu'il faut s'adresser au secteur privé et lui donner l'impulsion nécessaire si on veut créer des emplois et redonner du travail aux Canadiens. L'industrie privée qui comprend de grosses et de petites entreprises, sera sans doute tentée de profiter des prévisions du nouveau budget qui portent sur l'aide au commerce. Évidemment, les entreprises voudront augmenter leurs profits, élargir leur marge bénéficiaire. C'est ce qu'elles seront tentées de faire au lieu d'augmenter le nombre d'emplois au Canada. Le ministre a dit qu'il allait surveiller de près la situation afin de prévenir ce genre de choses. Je le lui recommande instamment. Le budget dans son impact presse les entreprises canadiennes à investir au pays et de créer des emplois pour les Canadiens qui sont encore dans l'impossibilité d'en obtenir.

Pendant que je suis sur ce sujet, je voudrais parler des dépenses, surtout des dépenses et des subventions publiques dans les régions à lente croissance économique au Canada. Selon moi, le ministère de l'Expansion économique régionale a fait du bon travail. Je crois pourtant qu'il faut faire encore davantage bien que je n'en vienne pas nécessairement à croire que ce ministère doit fournir encore plus de subventions. Si, au cours des années, une région de notre pays connaît un certain marasme, si c'est là le mot juste, il y a certainement une raison à l'origine. Ainsi les matières brutes qui permettraient d'établir une industrie manufacturière font peut-être défaut. La région est peut-être éloignée des marchés. Il pourrait y avoir un certain nombre de raisons, et le temps pourrait aussi être un facteur. Pour toutes ces raisons ainsi que pour d'autres, l'industrie privée n'a peut-être pas jugé bon d'investir dans une région.

Le gouvernement, par le truchement du ministère de l'Expansion économique régionale, encourage les sociétés à investir dans ces régions à croissance lente. En ce faisant, il provoque nécessairement d'autres réactions. Il y a toujours les deux côtés de la médaille. En d'autres termes, vous pourriez ouvrir une usine de pâtes au Nouveau-Brunswick et constater par la suite qu'elle entre en concurrence avec une autre usine au Québec. Cette dernière peut fort bien trouver difficile de faire la concurrence. Une subvention accordée à une industrie dans une certaine région crée une nouvelle concurrence. On pourrait citer de nombreux exemples. A mon avis, le gouvernement devrait songer à des immobilisations dans des régions à faible croissance économique. Dans cette ère moderne où les communications intercontinentales sont pratiquement instantanées, il n'y a aucune raison pour que les édifices gouvernementaux, les ministères et les investissements importants du gouvernement soient dans une certaine région au Canada. Les régions à faible croissance économique pourraient bénéficier fort utilement des immobilisations gouvernementales. Elles ne produiraient certainement pas d'emplois dans une aciérie ou une

fabrique de pâtes et papiers, mais les emplois créés par le gouvernement sont tout de même des emplois. Vu la présence de fonctionnaires dans ces régions, le secteur tertiaire progresserait. A mon avis, ce principe combiné avec celui du MEER pourrait aider grandement à éliminer certaines disparités qui existent présentement au Canada à cause des problèmes régionaux.

• (1620)

De nombreux députés ont prétendu, au cours de ce débat, que le budget actuel n'était en fait qu'une mesure de rétorsion contre le programme américain DISC. Je ne pense pas qu'il en soit nécessairement ainsi. Il y a d'autres marchés, au monde, que le marché américain. Je conviens qu'il est le plus proche et le plus accessible, mais il ne faudrait pas perdre de vue l'énorme marché qui prend corps en Europe à la suite de l'élargissement de la Communauté économique européenne. Il faut que les Canadiens se tournent vers ce marché de 250 à 350 millions d'habitants pour l'ouvrir au commerce. Mais c'est du Canada même que nous voulons le faire et non point dans le cadre du Marché commun comme cela a eu lieu pour certaines sociétés américaines multinationales. Le budget encouragera, j'espère, les industries de fabrication et de transformation du Canada à marcher à moindres frais, ce qui leur permettra d'être compétitives sur l'énorme marché de l'autre côté de l'Atlantique.

Il nous semble que le programme américain DISC nous vise, mais ce n'est pas le cas. Nos amis du Sud ont un réel problème. Les quelques sociétés internationales américaines dont le siège social se trouve aux États-Unis, qui ont investi en Europe l'année dernière, ont réussi à vendre pour 14 milliards de dollars de marchandises au Marché commun, à partir d'usines qu'elles ont créées au sein des frontières de ce marché. Le nombre total de sociétés se trouvant aux États-Unis n'ont pu vendre que pour 4 milliards de marchandises au même marché. Les Américains ont de bonnes raisons d'être préoccupés. Ils se rendent compte que ces usines sont établies grâce aux capitaux américains alors que ce sont des Européens qui occupent les emplois. C'est pourquoi l'on peut comprendre la création du programme DISC. Ce budget représente un pas en avant. Ce n'est pas une disposition comme celles du programme DISC, et je ne crois pas qu'il ait été établi pour faire face à ce dernier. Au contraire, il a été établi dans un but à long terme, à savoir permettre à l'industrie canadienne d'être compétitive sur tous les marchés du monde, pas simplement sur le marché américain, et d'être un concurrent efficace.

Au cours de ce débat, plusieurs députés ont parlé des difficultés que connaît l'économie canadienne. Les députés de l'opposition n'ont pour ainsi dire parlé que du marasme terrible dans lequel s'est trouvée dernièrement et se trouve aujourd'hui notre économie. J'aimerais leur demander par rapport à qui est-elle minable? Par rapport à quel pays l'économie canadienne est-elle dans un si piètre état? Quelqu'un de bien plus savant que moi a déclaré, dans des circonstances dont je ne me souviens pas, que personne n'est une île. Pas plus un pays qu'une famille. On ne peut comparer un homme qu'avec son proche voisin, un voisin dans une autre ville ou une autre province. Il en va de même pour un pays. On ne peut déterminer si les choses vont bien ou mal qu'en comparant les réalisations de notre pays avec celles d'autres pays.

Faudrait-il nous comparer au Royaume-Uni où le taux de chômage s'établit actuellement à environ 6 p. 100, l'in-